



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

**Secrétariat d'Etat aux migrations SEM**  
Section Analyses

**Public**

Berne-Wabern, 13 septembre 2017

---

## **Note Syrie**

**La situation dans la province d'al-Hassake**  
Entretien avec le Dr Fabrice Balanche  
Hoover Institution, Washington D.C.

---

## Table des matières

1.	Introduction .....	3
2.	Situation à al-Qamishli et al-Hassake .....	3
3.	Registres d'état-civil .....	3
4.	Recrutement .....	4
5.	Ajanib .....	4
6.	Les Sottoro et les Chrétiens .....	4
7.	Le PYD, ses opposants et la coopération avec le gouvernement syrien .....	5
8.	La situation sécuritaire dans la province d'al-Hassake .....	5

## 1. Introduction

Le Dr Fabrice Balanche a vécu 10 ans en Syrie et au Liban à partir de 1990 lors de trois longs séjours. De 2003 à 2007, il est directeur de l'Observatoire Urbain de l'Institut français du Proche-Orient à Beyrouth. De 2010 à 2015, il gère le Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à l'Université Lumière Lyon 2 pour ensuite rejoindre le *Washington Institute for Near East Policy* en qualité de *visiting fellow*. Depuis début septembre 2017, il est *visiting fellow* à l'*Hoover Institution* à Washington D.C. (USA).

Le texte de cette note est basé sur un entretien téléphonique du 13 septembre 2017 entre l'analyse pays SEM et le Dr Balanche. Ce dernier a revu le texte est autorisé sa publication. Le compte rendu qui suit restitue les observations du Dr Balanche et ne reflète pas nécessairement celles de l'analyse pays SEM.

## 2. Situation à al-Qamishli et al-Hassake

En mars 2017, j'ai passé une semaine dans la région d'al-Hassake et al-Qamishli au nord-est de la Syrie. Al-Qamishli est une ville coupée en trois zones respectivement contrôlées par le gouvernement syrien, les autorités kurdes du Rojava (PYD/YPG) et par les Chrétiens (Sottoro pro-régime). Malgré des barrages dans les rues, les gens circulent librement entre ces zones. Si l'on n'est ni militaire, ni membre d'une milice, ni en âge d'être conscrit, on peut circuler d'une zone à l'autre (pour le recrutement voir chapitre 4).

À al-Qamishli, la zone gouvernementale est particulièrement importante car elle comprend l'aéroport. En mars 2017, la route entre Alep et Manbej n'était pas encore ré-ouverte. Le seul moyen de quitter l'enclave kurde était donc l'aéroport d'al-Qamishli pour se rendre sans escale soit à Beyrouth soit à Damas. Ces vols étaient alors beaucoup utilisés par des étudiants ou des personnes âgées qui se faisaient soigner à Damas parce que les infrastructures de santé dans la zone kurde sont très déficientes. Ces déficiences sont dues au blocus turc, au semi-blocus du Gouvernement régional kurde (GRK) dans le Nord de l'Irak, mais surtout au fait que la plupart du personnel médical est parti à cause des salaires dans la zone kurde et de la répression politique du Parti de l'union démocratique (PYD, voir chapitre 7). Les médecins et les classes supérieures sont plutôt proches du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani. Ils tendent à partir d'eux-mêmes plutôt que d'y être contraints par le PYD.

Entre-temps, la route entre Alep et Manbej est à nouveau ouverte. Voyager par la route pour se rendre à Alep ou Damas est beaucoup plus long que de prendre l'avion, mais moins cher. En termes de télécommunications, les bureaux des deux compagnies syriennes de téléphonie mobile – *Syriatel* et MTN – se trouvent dans la zone kurde d'al-Qamishli. En somme, la vie à al-Qamishli est assez normale.

À al-Hassake, l'atmosphère est plus tendue. Il y a environ un an, la ville a été le théâtre de combats entre Kurdes et forces gouvernementales : l'aviation syrienne a même bombardé les quartiers kurdes. La zone tenue par l'armée syrienne est beaucoup plus petite et les gens évitent de quitter cette enclave gouvernementale. Voilà une différence avec al-Qamishli, qui n'a jamais vu de combats, où la situation est donc plus calme.

## 3. Registres d'état-civil

Les Kurdes tentent d'établir leurs propres bureaux d'état-civil. Mais les autorités gouvernementales syriennes gardent précieusement leurs registres. D'où la difficulté pour les Kurdes de créer *ex nihilo* de nouveaux registres d'état-civil. Dans ces circonstances, les gens s'inscrivent des deux côtés – kurde et gouvernemental. Par ailleurs, l'administration kurde a créé une direction des transports qui délivre par exemple des immatriculations de véhicules.

## 4. Recrutement

Les Kurdes, les forces gouvernementales et les Chrétiens recrutent exclusivement dans leurs propres zones de contrôle. Un jeune Kurde de vingt ans habitant la zone kurde qui ferait un tour du côté gouvernemental risque d'y être arrêté pour faire le service militaire. Le contraire est aussi vrai : un jeune Syrien, Arabe ou Kurde, qui habite la zone gouvernementale en visite du côté kurde peut se faire arrêter pour servir dans les rangs des YPG. Bien sûr, cela s'applique aussi aux Arabes qui se rendent dans la zone kurde. Même si l'on a fait son service militaire dans l'armée syrienne, on peut être enrôlé par les Kurdes pour servir dans les YPG. À cet égard, le camp kurde est beaucoup plus strict que l'armée syrienne : le régime gouvernemental donne aux étudiants un sursis qui leur permet de faire leur service militaire entre 23 et 25 ans (raison pour laquelle les étudiants syriens ratent consciencieusement leurs examens). Par contre, un tel sursis n'existe pas dans le système kurde. On ramasse les jeunes à 18 ans, étudiants ou pas. J'ai rencontré deux ou trois étudiants chrétiens d'environ 21 ans à l'université d'al-Hassake, la capitale provinciale. Arrêtés par les Kurdes sur la route hors de la zone chrétienne de Sottoro à al-Qamishli, les autorités kurdes les ont mis en prison pour les incorporer aux YPG. Il a fallu qu'un prêtre chrétien intervienne auprès des autorités kurdes et un *bakchich* d'un million de SYP [env. CHF 4 475 <sup>1</sup>] pour obtenir leur libération. Cela dit, les Chrétiens sont eux aussi soumis au service militaire de l'armée syrienne ou des YPG.

Ceux qui veulent éviter de servir dans les rangs des YPG ou les déserteurs partent plutôt vers le Kurdistan irakien, car s'ils se rendent en zone gouvernementale, ils risquent d'être enrôlés par l'armée syrienne. Quand les autorités kurdes parviennent à les arrêter, elles les amènent de force aux YPG.

Il y a souvent des échanges entre l'armée syrienne et les YPG. Exemple : l'armée syrienne arrête à un moment donné de jeunes Kurdes arrivés à l'aéroport d'al-Qamishli et les enrôle. En riposte, les Kurdes arrêtent de jeunes Arabes résidents dans la zone gouvernementale pour faire un échange.

En juin/juillet 2012, les autorités gouvernementales ont quitté des zones proches des deux villes d'al-Hassake et d'al-Qamishli. Depuis lors, leur présence se limite à ces deux centres urbains. Par conséquent, l'armée syrienne ne peut plus recruter à al-Malikiyya/Derik, Tall Gamal ou d'autres endroits qu'elle ne contrôle plus. Pour une personne qui reste exclusivement dans la zone kurde, le risque d'y être enrôlé par l'armée syrienne est nul.

## 5. Ajanib

Les autorités du Rojava considèrent les Ajanib comme des Kurdes syriens. En 2011, le gouvernement syrien a promulgué un décret (n°49/2011) selon lequel ils sont considérés comme Syriens. Les Ajanib qui ne se sont pas naturalisés sur la base du décret n°49/2011 sont enrôlés dans les YPG ou les Assayish (une agence de sécurité kurde). Ils sont recrutés par les autorités du Rojava comme les autres Kurdes.

## 6. Les Sottoro et les Chrétiens

Il y a deux groupes de Sottoro : celui d'al-Qamishli est pro-gouvernemental et 100 % chrétien. Les jeunes Chrétiens de cette ville peuvent rejoindre soit l'armée syrienne soit les Sottoro. Généralement, ils préfèrent la deuxième option pour défendre leur quartier chrétien plutôt que d'être envoyés sur le front à Alep ou ailleurs pour se battre contre al-Nusra ou des rebelles. Défendre son propre quartier à al-Qamishli est moins risqué.

Par contre, les Sottoro d'al-Hassake qui soutiennent les Kurdes sont constitués à 80-90% d'Arabes musulmans. Leurs rangs ne comportent que très peu de Chrétiens. Les Kurdes utilisent le porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS) : il est certes chrétien, mais il ne représente pas du tout les communautés chrétiennes d'al-Qamishli et d'al-Hassake, qui

<sup>1</sup> Conversion avec [www.oanda.com](http://www.oanda.com) en appliquant le taux de change du 14.09.2017.

s'opposent aux autorités kurdes et sont pro-gouvernementales. J'ai visité une des permanences des Sottoro à al-Hassake dont les membres m'ont expliqué qu'ils préfèrent servir les Sottoro, ce qui est moins dangereux que de servir les YPG.

## 7. Le PYD, ses opposants et la coopération avec le gouvernement syrien

Le Parti de l'union démocratique (PYD) met ses opposants en prison ou les expulse vers le Nord de l'Irak. J'ai aussi entendu parler d'assassinats de personnes qui lui ont résisté, par exemple dans un village au sud d'Afrin (nord-ouest de la Syrie) où il y avait une milice kurde en 2012/2013. Lors de leur arrivée dans cette région, les YPG ont demandé que cette milice locale les rejoigne. Les jeunes ont fui dans les montagnes pour échapper à cette demande. Après des pourparlers entre les YPG et des notables, le différend a été résolu pour permettre aux jeunes de rentrer au village à condition de déposer leurs armes. Malgré cet accord, les YPG ont fusillé une vingtaine de ces jeunes. Cet exemple démontre comme les YPG, une fois arrivées au pouvoir, éliminent toute milice concurrente.

Les permanences d'autres partis politiques kurdes (celles du PDK, par exemple) sont brûlées, leurs représentants arrêtés et expulsés vers l'Irak.

Le PYD et le gouvernement syrien collaborent administrativement et militairement (à l'exception du recrutement). Sans connaître de cas confirmé, il semble possible que les autorités kurdes livrent aux autorités syriennes une personne recherchée par le gouvernement de Damas, si, par exemple, Damas relâche en échange un membre du PYD.

## 8. La situation sécuritaire dans la province d'al-Hassake

Il y a sur les routes des barrages presque tous les dix kilomètres où les véhicules sont soigneusement fouillés. De ce fait, les déplacements prennent beaucoup de temps, sauf avec un laissez-passer qui permet d'utiliser la voie réservée aux militaires et aux officiels. Le risque des voitures piégées de l'organisation de l'État islamique (EI) persiste. À al-Qamishli, j'ai vu l'endroit où un camion a explosé faisant des dégâts considérables dans un rayon d'environ cinquante mètres (immeubles soufflés, une centaine de morts). La crainte des attentats aux voitures piégées est manifeste. Il y a des cellules dormantes de l'EI dans les villages et les quartiers arabes. Une très grande méfiance règne entre les Kurdes et les Arabes, car pour les premiers tout Arabe est un terroriste potentiel. En dépit de la fréquence des barrages, les auteurs d'attentats parviennent à acheminer en voiture des colis d'environ 50 kg d'explosifs dans un village arabe pour assembler une bombe sur un camion. La Turquie a aussi permis l'infiltration dans la région de Kobani de membres de l'EI et peut-être d'explosifs.

Le PYD utilise les attentats à la voiture piégée pour domestiquer les communautés arabes et chrétiennes d'al-Hassake. En 2015, les Chrétiens d'al-Hassake ont commencé à protester contre la « *kurdisation* » de l'enseignement et contre la politique du PYD. Une voiture piégée a ensuite sauté dans le quartier chrétien, faisant une vingtaine de morts. Le PYD a accusé l'EI d'avoir perpétré cette attentat mais les Chrétiens sont convaincus que le PYD en était l'auteur pour leur envoyer un message : « arrêtez de manifester, sinon vous aurez davantage de bombes dans vos quartiers ». En août 2017, la population arabe musulmane d'al-Hassake a manifesté contre la « *kurdisation* » de l'enseignement. Une semaine après, une voiture piégée a fait quatre morts et les manifestations ont ensuite cessé. La stratégie du PYD consiste à accuser officiellement l'EI de ces attaques, même si l'on en n'a jamais eu une preuve. Le PYD justifie ainsi les mesures d'exception et intimide les opposants.

## SECRETARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

### Domaine de direction Asile

La présente « Note » a été élaborée par l'Analyse sur les pays du SEM dans un délai limité, selon les [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine, sur la base de sources d'informations soigneusement choisies. Toutes les informations disponibles ont été recherchées, évaluées et traitées avec un grand soin. Toutefois, ce document ne prétend pas être exhaustif. Il ne permet pas non plus d'évaluer de manière concluante si une demande individuelle de statut de réfugié ou d'asile particulier est justifiée ou pas. Quand un événement précis, une personne ou une organisation particulière n'est pas évoqué dans ce document, cela ne signifie pas que l'évènement, la personne ou l'organisation en question n'existe pas. Le contenu de ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités.